Décision : QCRP04-00001

Numéro de référence : Q04-06047-0

Date de la décision : Le 1er mars 2004

Objet : DEMANDE DE RÉVISION

Endroit : Québec

Commissaire : LÉONCE GIRARD
Avocat

Personnes visées :

8-Q-330283-101-SI 9136-9223 QUÉBEC INC.
438, rue Dumais
Saint-Romuald
(Québec)
G6W 7M2

Demanderesse

COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
200, Chemin Sainte-Foy, 7e étage
Québec
(Québec)
G1R 5V5

Intimée

Procureur : GAGNÉ, LETARTE, S. E. N. C. (M^e Daniel Cantin)

9316-9223 Québec inc. a introduit à la Commission des transports du Québec, le 24 février 2004, une requête visant à obtenir la permission de réviser la décision portant le numéro QCRC04-00016 et, ultimement, la révision de cette décision.

La décision dont la révision est demandée a déclaré la demanderesse totalement inapte au sens de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

Cette requête a été référée pour appréciation et décision par le commissaire soussigné.

Ce sont les articles 17.2 à 17.4 de la Loi sur les transports et l'article 50 du Règlement sur la procédure de la Commission des transports du Québec qui s'appliquent à une demande de révision. Les dispositions de la loi se lisent tel qu'il suit:

«17.2 Tout intéressé peut demander à la Commission de réviser toute décision qu'elle a rendue et contre laquelle aucun recours n'a été formé devant le Tribunal administratif du Québec.

1° pour faire valoir un fait nouveau qui, s'il avait été connu en temps utile, aurait pu justifier une décision différente;»

2o lorsque partie au litige, il n'a pu, pour des raisons jugées suffisantes, présenter ses observations;

3° lorsqu'un vice de fond ou de procédure est de nature à invalider cette décision.

Une décision entachée d'erreur d'écriture ou de calcul, ou de quelque autre erreur de forme, peut être rectifiée par la Commission.

17.3 La demande de révision doit être motivée et notifiée à la Commission dans les trente jours qui suivent la date à laquelle la décision a pris effet.

17.4 Lorsque la Commission permet qu'une décision fasse l'objet d'une révision, cette permission suspend l'exécution de la décision, à moins que la Commission n'en décide autrement dans les cas d'urgence particulière.»

L'article 50 du Règlement sur la procédure énonce entre autres les modalités d'assignation et de traitement d'un dossier de révision.

Pour être accueillie, la requête doit remplir 4 exigences essentielles. Elle doit être présentée par une personne intéressée, la décision dont la révision est demandée ne doit faire l'objet d'aucun recours devant le Tribunal

administratif du Québec, au moins l'un des motifs prévus à l'article 17.2 de la Loi sur les transports doit être allégué et démontré «prima facie», et enfin la demande doit être motivée et notifiée à la Commission dans les trente jours qui suivent la date à laquelle la décision a pris effet.

Dans le présent dossier, il ne fait pas de doute que 9136-9223 Québec inc. est une personne intéressée. En effet, il s'agit de l'entreprise elle-même qui a fait l'objet de la déclaration d'inaptitude totale.

La décision de la Commission portant le numéro QCRC04-00016 ne fait l'objet d'aucun recours devant le Tribunal administratif du Québec. Aucune procédure n'a été signifiée à ce jour.

La requête est motivée et a été notifiée dans le délai prescrit comme le démontre le dossier.

La requérante a fait valoir qu'elle n'a pas, pour des raisons suffisantes, alors qu'elle était partie au litige, présenter ses observations. En effet, elle allègue que la personne qui l'a représentée n'avait pas l'autorité pour le faire ni n'était en mesure de présenter entièrement le point de vue de la requérante.

Quant au représentant autorisé de l'entreprise, monsieur Gratien Croteau, son président, les allégations formulées font état d'une maladie importante l'ayant empêché d'agir en temps opportun.

Comme conséquence, il est allégué que des faits nouveaux pouvant justifier une décision différente n'ont pas été fait valoir en temps utile.

Au stade de la permission de réviser, il suffit de rencontrer les exigences prescrites.

Dans le présent dossier, la requérante propose des arguments, qui, s'ils avaient été connus en temps utile, auraient pu justifier une décision différente.

En effet, les raisons invoquées pour avoir été absente lors de l'audience peuvent raisonnablement, dans les circonstances, être considérées comme suffisantes. Dans les faits, sans mauvaise foi, la demanderesse expose n'avoir pu présenter ses observations.

Ces allégations, de l'avis de la Commission, suffisent à permettre à la requérante de faire valoir son point de vue. Il est manifeste que la

demanderesse a des observations sérieuses à faire valoir et que les raisons pour lesquelles elle n'a pu les présenter sont suffisantes.

La procédure ne doit pas l'emporter sur le droit des parties à présenter leur point de vue de façon complète. Aussi, à moins d'abus ou d'une évidente absence d'intérêt, ce qui n'est pas le cas en l'espèce, les formalités doivent céder le pas devant les allégations pertinentes et utiles à la prise de décision fournies par les personnes visées.

De même, au stade de la permission, il n'est pas nécessaire de prouver que les faits allégués sont véritablement fondés et vont changer la décision. Il suffit de démontrer qu'à première vue il s'agit d'éléments qui pourraient avoir une influence sur la décision.

Les motifs allégués rencontrent les exigences posées par la loi pour permettre la révision et la Commission va accueillir la demande.

POUR CES RAISONS, la Commission:

- ACCUEILLE la demande;
- PERMET QUE la décision QCRC04-00016 déclarant la requérante totalement inapte et imposant diverses autres mesures fasse l'objet d'une révision.

LÉONCE GIRARD
Commissaire